

MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SANTE

Direction générale de l'offre de soins

Direction générale de la santé

Direction générale du travail

à

Mesdames et Messieurs les directeurs
généraux des agences régionales de santé
(pour transmission aux établissements)

Mesdames et Messieurs les directeurs
régionaux des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi

Mesdames et Messieurs les médecins
inspecteurs régionaux

Mesdames et Messieurs les chefs
d'établissement

Mesdames et Messieurs les médecins du
travail

INSTRUCTION N°DGS/DGOS/DGT/2011/... du 2011 relative à la mise en œuvre des examens prévus à l'article R. 4626-23 du code du travail pour l'embauche, au sein des établissements de santé, de candidates en état de grossesse ou susceptibles de l'être

Date d'application : immédiate

NOR :

Grille de classement :

Validée par le CNP le 8 avril 2011 - Visa CNP 2011-77

Résumé : Rappel concernant la mise en œuvre des examens prévus à l'article R. 4626-23 du code du travail pour l'embauche, au sein des établissements de santé, de candidates en état de grossesse ou susceptibles de l'être

Mots clés : médecins du travail - établissements de santé – examen médical préalable à l'embauche – non discrimination - grossesse

Textes de références :

- Code du travail, notamment les articles R4626-22, R4626-23, R4626-24 ;
- Loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment l'article 5 ;
- Loi n°2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations.

La Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) a attiré l'attention du Ministère en charge de la santé sur la situation des femmes enceintes qui, lors d'une procédure de recrutement au sein d'un établissement public de santé, sont tenues de se soumettre à l'examen médical préalable à la prise de fonctions prévu par le code du travail (articles R.4624-11 ; R.4626-22, R.4626-23 et R.4626-24).

La présente instruction a pour objet de préciser les conditions et les modalités de mise en oeuvre, pour les candidates enceintes ou susceptibles de l'être, de réalisation de l'examen préalable et, ainsi, de non discrimination à l'embauche.

Les examens à réaliser par les candidates dans le cadre de l'examen préalable à la prise de fonctions

Le code du travail précise, pour les services de santé au travail des établissements de santé, sociaux et médico-sociaux, les modalités de l'examen médical préalable à la prise de fonction sans lequel un agent ne peut être recruté :

Article R.4626-22 : « L'agent fait l'objet, avant sa prise de fonction, d'un examen médical par le médecin du travail. Celui-ci est informé du poste auquel cet agent est affecté. »

L'article R.4626-23 du code de la santé publique stipule, concernant le contenu de l'examen médical préalable à la prise de fonctions :

« L'examen médical comporte notamment :

- 1° Une épreuve cutanée à la tuberculine, sauf production d'un certificat de moins de trois mois émanant d'un pneumophtisiologue agréé ;
- 2° Une radiographie pulmonaire, sauf si l'intéressé fournit un cliché pulmonaire datant de moins de trois mois. »

La réalisation de l'épreuve cutanée à la tuberculine et de la radiographie pulmonaire prévus à l'article R. 4626-23 du code du travail est compatible avec un état de grossesse, quel que soit le terme de la grossesse, sous réserve de certaines précautions rappelées par le médecin du travail.

Il est également à rappeler que le code du travail ne limite pas l'examen médical préalable à la prise de fonction à ces deux examens (article R. 4626-23).

La nécessité d'une information systématique par le médecin du travail

Il appartient au **médecin du travail** d'informer chaque candidate :

- de la possibilité de porter un tablier de plomb pour effectuer la radiographie pulmonaire ;
- de la possibilité de réaliser l'intradermoréaction à la tuberculine (IDR), cette dernière n'étant pas contre-indiquée en cas de grossesse.

La non discrimination à l'embauche pour raison de grossesse

La réalisation de l'examen médical, obligatoire pour tout agent avant sa prise de fonctions, ne doit pas pour autant permettre à un employeur d'écarter une candidate du fait de sa seule grossesse. C'est pourquoi tous les moyens permettant de communiquer aux candidates les modalités de réalisation de l'examen médical exposées dans la présente circulaire doivent être privilégiés.

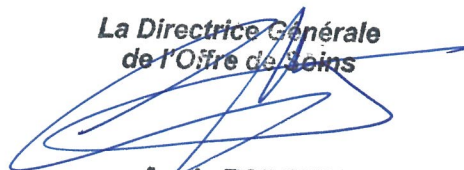
Pour ce faire, en complément de l'information réalisée par les médecins du travail, j'invite les directions d'établissement à inclure dans les dossiers de recrutement une partie relative à l'examen médical préalable à la prise de fonctions, ne contraignant ainsi pas une candidate enceinte à dévoiler sa situation. Cette partie rappelle l'obligation pour tout candidat de réaliser l'examen médical, en précisant sa compatibilité avec l'état de grossesse sous réserve des précautions pré-citées.

Le Directeur Général de la Santé,



Pr Didier HOUSSIN

*La Directrice Générale
de l'Offre de Soins*



Annie PODEUR

Le Directeur Général du Travail



Jean-Denis COMBEXELLE